

POLITIQUE AFRICAINE DE LA FRANCE : ARRETONS LE MASSACRE !¹

Les bornes de l'ignominie sont franchies

- La France a soutenu au Rwanda un régime dont la dérive nazie était de plus en plus manifeste depuis 1990 : formation d'escadrons de la mort (le Réseau zéro) et de milices de tueurs (les Interahamwe et les Impuzamugambi), munies des « 10 commandements » de l'extermination des Tutsis ; appels aux pogroms sur la radio officielle, la Radio des Mille Collines, élimination physique des démocrates hutus ; organisation des premiers massacres, par le Président, sa femme et son clan, dans une maison appelée par dérision la synagogue (cf. Rapport 1993 de la commission d'enquête internationale sous l'égide, entre autres, de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme).

Malgré les avertissements, et même un courrier de l'ancien responsable de la cellule franco-africaine de l'Élysée, Guy Penne, la France a financé, armé et formé la Garde présidentielle tribale qui a déclenché le génocide. Au camp de Bigogwe, tandis que des instructeurs français formaient les commandos rwandais, des camions amenaient chaque jour des civils pour être torturés et exécutés, puis repartaient avec les corps.

Toutes ces informations s'accumulaient à l'Élysée et Matignon plus d'un an avant les événements d'avril 1994 : on a pourtant continué d'envoyer des armes aux responsables des tueries jusqu'au moins la fin mai. Et l'on a accueilli cérémonieusement, avec l'argent de la Coopération, Mme. Habyarimana et certains des principaux instigateurs des massacres.

- En vertu d'accords secrets de défense, la France voulait en fait contrer la rébellion du Front Patriotique Rwandais, jugée trop anglophile, et qui surtout échappait à l'influence des « Messieurs Afrique » (ce clan affairiste qui s'est approprié les relations franco-africaines). À deux reprises, sans consulter le Parlement, l'Élysée a envoyé des soldats français, officiels et clandestins, combattre l'avancée du FPR et sauver la mise du régime Habyarimana.

Maintenant que celui-ci s'est effondré, on multiplie les appels, délégations et invitations envers le maréchal Mobutu, auquel on demande de prendre le relais et de « stabiliser » la région. Celui qui ruine consciencieusement le Zaïre depuis plusieurs décennies et l'enfonce dans l'anarchie, redevient en effet, pour nos géopoliticiens néocoloniaux et le lobby militaro-africaniste, le meilleur champion du combat francophone contre les « visées anglo-saxonnes » qu'incarnerait le Président ougandais Museveni. S'ajoute à ce délire le souci de préserver l'exploitation sans contrôle des minerais et pierres précieuses dont abonde cette région d'Afrique. L'Observatoire géopolitique des drogues évoque des trafics moins avouables encore.

Ce que nous ne voulons plus :

L'abominable exemple rwandais et le retour en grâce de Mobutu ne sont que les cas extrêmes d'une politique franco-africaine qui continue de s'exercer avec les mêmes errements au Togo, au Cameroun, au Gabon, au Congo, au Tchad, ... La direction de cette politique relève depuis 35 ans du domaine réservé présidentiel. Confinée au 2 rue de l'Élysée, dans la cellule franco-africaine, elle échappe à tout contrôle démocratique, à tout débat sur ses objectifs et ses méthodes. N'y associant pas le peuple français, elle y a encore moins associé les peuples africains : c'est devenu une affaire entre chefs d'État.

L'obscurité a permis la prolifération de l'affairisme, de la corruption (ici et là-bas) et des coups tordus. Le mauvais usage des crédits, le détournement de l'aide publique au développement, ainsi que des rentes agricoles et minières, ont contribué à endetter les pays du champ de la Coopération française, et à dégrader leurs économies. Les avantages du pouvoir d'État n'en sont devenus que plus désirables : tous les moyens sont alors permis pour les conquérir et les défendre, à partir d'une base sociale de plus en plus réduite au clan présidentiel.

Dans ce contexte, les « accords de défense » sont devenus une assurance tous risques contre les conséquences de l'irresponsabilité politique.

Cette évolution aberrante s'est accompagnée de la montée en puissance, en France, de groupes d'intérêts et de lobbies, que le pouvoir a utilisés, tolérés, ou laissés prospérer - au point qu'aujourd'hui il ne les contrôle plus guère. La politique africaine de la France est devenue un champ clos où rivalisent quelques dizaines de clans et réseaux politico-affairistes, dont les stratégies sur le terrain s'encastrent dans un désordre ravageur : ceux des anciens responsables Afrique à l'Élysée, de Jacques Foccart à Jean-Christophe Mitterrand ; ceux de tel ou tel ministre ou député, ancien ou actuel ; Elf, qui cogère pratiquement trois pays africains ; quelques entreprises très implantées, comme Bouygues ou Bolloré. Il faut y ajouter le lobby militaro-africaniste - qui a saboté, fin 1993, l'inflexion tardive du pouvoir exécutif en faveur des accords d'Arusha (contraignant Habyarimana au partage du pouvoir).

La crédibilité des institutions démocratiques est en jeu. Incontrôlé, l'exécutif est débordé par les groupes d'intérêts. Les fondements-mêmes de notre République sont atteints : comment condamner Touvier, puis réserver le meilleur accueil aux instigateurs du massacre « racial » de 500 000 personnes ? comment célébrer la Résistance à Hitler et révéler la force brute d'un Mobutu ?

Il n'est plus possible de parler de coopération tant que la politique africaine de la France n'aura pas été **rappelée à la raison démocratique**. Nous avons honte de ce qu'elle est devenue.

Citoyens français, nous exigeons la fin de ce dispositif politique qui compromet gravement l'image de notre pays et l'avenir de ses relations avec les peuples africains.

1. Cet éditorial reproduit l'ébauche du manifeste d'une coalition naissante contre une politique africaine décérébrée. (suite au verso)

Ce que nous demandons :

* *La fin d'une gestion de la politique franco-africaine sans équivalent dans les pays démocratiques. La cellule franco-africaine de l'Élysée ne doit plus être en mesure d'entreprendre des guerres secrètes, ni avoir la haute main sur l'exécution de la coopération entre la France et l'Afrique. Il faut aussi mettre un terme à des « accords de défense » complètement détournés de leur objet, pour concevoir une approche moins néocoloniale et plus internationale de la sécurité du continent.*

* *La soumission de toute coopération au principe absolu du respect des minorités.*

* *Que plus aucune dépense budgétaire ne puisse être comptée en Aide Publique au Développement sans que son utilité pour le développement des populations bénéficiaires ne soit authentifiée a posteriori par une commission indépendante.*

* *Contre les dérapages d'une coopération trop exclusivement interétatique, la mise à l'ordre du jour de la « proposition de loi relative à la contribution de la France à la lutte contre la faim et pour le développement des régions très défavorisées », cosignée par les 3/4 des députés. Cette proposition prévoit d'affecter 1/7 de l'APD française à une coopération territoriale et partenariale menée par des collectivités locales et des acteurs non-étatiques du Nord et du Sud.*

SALVES**Trafic d'armes via Paris**

Le 25 mai 1994, 7 semaines après le début du génocide, le deuxième secrétaire de l'ambassade du Rwanda au Caire adressait au « gouvernement » rwandais un message annonçant une livraison de 35 tonnes d'armes pour un montant de 765 000 \$. Le document mentionne des « certificats de destination finale faits à Kinshasa », et une transaction faite à Paris. Ces certificats sont les documents habituellement exigés par les autorités françaises auprès de l'acheteur : il est donc très probable qu'il s'agit d'exportations quasi officielles, faussement destinées au Zaïre. (*L'Humanité*, 31/05/1994).

Aveux

- « *Le complexe de Fachoda, la vision anglophones contre francophones, le discours sur le FPR : "Les khmers noirs de l'Afrique, nos ennemis", tout cela, c'est vrai !" reconnaît aujourd'hui une source très haut placée à Paris.* » (*Le Figaro*, 22/06/1994). [...]

- « *On a mis sur la touche les plus extrémistes de notre politique passée, en effet totalement pro-hutu* », a expliqué un responsable français en citant le général Huchon, au ministère de la Coopération. « *Cependant, en sanctuarisant, par notre intervention dans l'ouest du Rwanda, la zone gouvernementale où une bonne partie de la population s'est réfugiée, nous allons créer une sorte de Hutuland qui, autrement, serait militairement condamné. C'est évidemment politique et, au lendemain du génocide des Tutsis, totalement inacceptable pour le FPR.* » (*Libération*, 20/06/1994).

- « *En 1992, raconte un haut fonctionnaire de la Coopération, des exactions ont eu lieu dans des villages proches de l'un de nos camps militaires. Nous ne pouvions donc ignorer l'ampleur des massacres. Je suis allé vérifier sur place. De retour à l'ambassade de France, à Kigali, on m'a seulement dit : "Vous n'aviez pas l'autorisation de vous rendre là-bas" »* (*Le Canard enchaîné*, 23/06/1994).

« Le Monde » à l'envers ?

Dans *Le Monde* du 18 juin, un titre aguichant barre la page 3 : *D'où viennent les armes au Rwanda ? Les responsables de l'ONU semblent incapables de mettre fin aux trafics qui rendent possibles les massacres.* On s'attend à lire un reportage passionnant sur les fournitures de mitraillettes à la Garde présidentielle, et de machettes¹ aux milices, responsables du génocide des Tutsis. Pas un mot. Le long article est consacré exclusivement aux livraisons d'armes au FPR : il s'en déduit qu'il est le seul responsable des massacres... Seuls sont d'ailleurs cités le « massacre des évêques à Kabgayi » et les « tueries attribuées au FPR ».

L'article se conclut sur une allusion à « un certain Cambodge », renvoyant au mythe des « Khmers noirs du FPR » distillé par les sphères officielles françaises. Le résumé mensuel du 11 mai, *Horreur au Rwanda*, était déjà un modèle d'histoire révisionniste. Que se passe-t-il au *Monde* ? Abrite-t-il des nostalgiques du *Temps*, son prédécesseur compromis sous la collaboration ? La propagande d'alors s'inquiétait des livraisons d'armes aux résistants juifs du MOI-FTP, rebelles aux fours crématoires.

1. Pour ceux qui croiraient encore au caractère spontané du génocide : au début 1994, il a été produit autant de machettes en un mois que durant toute l'année 1993.

QUESTIONS

Pourquoi, si la France n'a rien à se reprocher dans l'attentat du 6 avril contre l'avion du Président rwandais, a-t-elle dérobé la boîte noire de l'appareil ? Pourquoi la Garde présidentielle a-t-elle massacré 3 000 témoins potentiels, résidant près de l'emplacement du tir des missiles ? Pourquoi n'enquête-t-on pas davantage sur un acte aux conséquences aussi lourdes que l'incendie du Reichstag ?

Que va faire la France au Rwanda, en opposition à l'OUA, aux Églises, à la plupart des ONG, au Premier ministre légitime, et au FPR ? Comment se fait-il qu'une opération *humanitaire* suscite surtout l'enthousiasme des massacreurs, qui attendent nos soldats comme des sauveurs... ?

Comment l'intervention de l'armée française évitera-t-elle de consolider la clique génocidaire et de lui permettre, tels les « Khmers rouges » de menacer indéfiniment les futures autorités rwandaises, issues d'une actualisation des accords d'Arusha ?

Est-il vrai qu'on a acheté la participation du Sénégal avec une remise de dette ?

À FLEUR DE PRESSE

Le Journal du Dimanche, 29/05/1994 (Franck JOHANNÈS) : « Le flot des réfugiés est de plus en plus dense sur la route qui mène à Kigali. Tous sont contrôlés, un à un, par des soldats, qui provoquent d'énormes bouchons. Chacun tient à la main sa petite carte d'identité verte, *Hutu, Tutsi, Twa*, une ethnie voisine des pygmées. On a rayé sur la carte la mention inutile, et les soldats sont prêts à rayer de la carte ce qui porte une mention inutile. Surtout, il y a les miliciens. Des villageois hutus, qui, tous les trois kilomètres, ont installé leur propre barrage, souvent un simple tronc abattu à la machette au milieu de la route. [...] Chez les Noirs, ils cherchent les Tutsis, ou officiellement, "*les éléments du FPR infiltrés*". Chez les Blancs, les Belges, à qui l'on promet une fin rapide. [...] Au barrage, il faut serrer la main de tous ces hommes, souvent d'excellente humeur, en se demandant combien de Tutsis ils ont massacrés le mois dernier. Bien plus que le laissez-passer du gouvernement, il y a, mot magique : France. Aussitôt, les visages s'éclairent, les machettes se lèvent, on crie bravo et on se congratule. Les miliciens lèvent le barrage, on baisse les yeux et on passe avec un peu de honte sur le cadavre des Tutsis grâce au précieux passeport. »

Jeune Afrique, 02/06/1994 (François SOUDAN) : « Il suffit d'écouter le silence gêné des dirigeants d'Afrique francophone face à cette tragédie [*rwandaise*]. Un silence assourdissant dont la signification est limpide : tous ou presque redoutent comme un précédent une victoire des opposants du Front Patriotique Rwandais. Il y a quelques jours à Paris, les ambassadeurs de ces mêmes pays réunis toutes portes closes autour de responsables français l'ont clairement fait savoir : quelle différence y a-t-il entre le FPR et les casamançais basés en Guinée-Bissau, les Touaregs repliés en Libye, les Togolais implantés au Ghana ou les tchadiens installés au Soudan ? Aucune, à leurs yeux. Qu'ils représentent des régimes autoritaires vieillissants ou de jeunes démocraties, les excellences se sont montrées unanimes : pas question d'apporter aux rebelles du Front la moindre caution. "*La France nous a imposé la dévaluation, qu'elle empêche au moins la déstabilisation*", s'est écrié un ambassadeur. »

[*Le parallèle avec le CFA est éclairant. De même que la zone Franc servait de couverture à l'irresponsabilité économique de gouvernements prédateurs, les accords de défense sont vécus comme une assurance tous risques politiques par des dictatures crispées sur leur base clanique*].

Libération, 05/06/1994 (Stephen SMITH) : « À cinq reprises, un Boeing 707 à l'immatriculation soigneusement effacée s'était posé [*à l'aéroport de Goma, ville zaïroise frontalière du Rwanda*]. Sa cargaison : chaque fois quelque 18 tonnes d'armes [...]. Toutes les sources sur place y compris des expatriés français bien placés expriment leur "*certitude*" que ces livraisons d'armes ont été "*payées par la France*".

[...] À la faveur de l'embrasement meurtrier dans le pays voisin, le maréchal-président Mobutu s'est rappelé au bon souvenir de Paris. [...] Outre son "*rôle stabilisateur dans la région*", Paris a redécouvert sa "*fidélité francophone*" du dirigeant zaïrois, pourtant toujours interdit de visa pour la France et, il y a peu, menacé de saisie de "*tous les bien mal acquis*" à l'étranger. "*Il n'en est plus question*", précise-t-on aujourd'hui. "*Nous avons besoin de Mobutu, pour tenir le Zaïre et pour faire face à Yoweri Museveni*", le président ougandais. Celui-ci est perçu comme le cheval de Troie des "*intérêts anglo-saxons dans la région*". Gage de la réconciliation : l'invitation personnelle de François Mitterrand à Mobutu à assister au prochain sommet franco-africain en novembre à Biarritz, a déjà été envoyée à l'ambassade de France à Kinshasa. »

[*Les officiels français que cite Stephen SMITH semblent puiser leurs leçons de stratégie ubuesque dans le périodique « Lumières noires » (!) de la famille Duvalier - célèbre lignée d'intellectuels, dont les tontons macoutes réclament le Prix Nobel de la Paix - (cf. Billets n° 6). À moins qu'à l'inverse leur adoration de la brutalité n'inspire les souteneurs de l'actuelle stabilité haïtienne*].

Le Soir (Belgique), (Colette BRAECKMAN) : 17/06/1994. « Un témoignage venant de Kigali, qui rejoint sur certains points l'état actuel de l'enquête menée en Belgique par l'auditorat militaire [...] assure que l'avion dans lequel se trouvaient le président Habyarimana et son collègue burundais Cyprien Ntaryamira aurait été abattu par deux militaires français du DAMI (Détachement d'assistance militaire à l'instruction), au service des CDR, [...] les ultras du *hutu power* accusés d'avoir pris la tête des massacres ultérieurs. [...] Le témoignage précise que ces deux militaires français auraient mis des uniformes belges pour quitter l'endroit et être vus par deux soldats de la garde nationale. D'où l'accusation formelle, réitérée du côté rwandais, contre les Belges de la Minuar, qui étaient effectivement présents à l'aéroport. [...]

Il apparaît aussi - et nous l'avons constaté sur place, que le tir est parti du lieu dit Massaka, qui est situé à l'arrière du camp militaire de Kanombe, où se trouvait la garde présidentielle. Dans les trois jours qui ont suivi l'attentat, tous les témoins éventuels ont été liquidés. Plus de 3 000 personnes ont ainsi été éliminées aux alentours de Massaka par les paras rwandais du camp de Kanombe. [...]

Les Casques bleus belges avaient l'habitude de donner leur linge à laver à l'hôtel Méridien, et ils se sont souvent étonnés du fait que des pièces de leurs uniformes disparaissaient... [...]

Il est pratiquement acquis que le président rwandais, soumis à une forte pression pour accepter les accords d'Arusha, avait finalement cédé lors de la réunion organisée à Dar es Salam par le "facilitateur" tanzanien, le président Mwinyi, et s'appretait, dès son retour à Kigali, à prononcer à la radio une allocution annonçant la constitution d'un gouvernement de transition à base élargie, dont cinq ministres du Front patriotique devaient faire partie. Cette application des accords d'Arusha [...] mécontentait les "durs" du régime, qui avaient depuis longtemps préparé l'élimination du président Habyarimana en cas de faiblesse de sa part. »

18/06/1994. « [...] À première vue, ce ne sont pas les richesses naturelles de ce petit pays surpeuplé qui auraient pu justifier son importance aux yeux de Paris, mais plutôt sa situation stratégique : le Rwanda permet de surveiller le flanc est de l'immense et très riche Zaïre et il aurait été question d'y installer une base militaire relayant Bangui et Djibouti. »

Le Quotidien, 22/06/1994. **Pourquoi Paris s'engage** (Henri VERNET) : « [...] Le soudain interventionnisme de la France, ou plus exactement le volontarisme d'un tandem de circonstance Mitterrand-Juppé, [...] a de quoi laisser perplexe. Surtout si l'on se souvient de la hâte frénétique qu'avait mis le personnel de l'ambassade française à Kigali, au tout début des massacres il y a deux

mois, à plier bagages. Des "scènes d'exode", selon un observateur, qui s'étonne encore que nos diplomates soient allés jusqu'à brûler les archives "comme si c'étaient les Allemands qui envahissaient Paris".

[...] La France porte à l'évidence une part de responsabilité dans la tragédie actuelle. [...] Lorsqu'il a été assassiné, plus de huit mois après Arusha, Juvénal Habyarimana bloquait toujours l'application de ces accords. Notamment grâce à l'affaiblissement qu'il était parvenu à provoquer chez ses opposants, FPR en tête. Le président et son entourage avaient en effet habilement suscité la création, dans presque toutes les régions du pays des Mille-Collines, de micro-partis politiques qui avançaient chacun leurs revendications, rendant évidemment délicat tout dialogue national. Nul doute, selon les experts de la région, qu'il y avait derrière cette stratégie "la patte des conseillers français"...

Montrée du doigt par les médias, tant nationaux qu'étrangers, la France s'appliquerait donc aujourd'hui à redorer son blason, par le biais de l'humanitaire. [...] Selon Pierre-Marie Decoudras, chercheur au Centre d'études sur l'Afrique noire (CEAN), le "syndrome Kouchner joue un rôle évident" dans le va-t-en-guerre d'Alain Juppé. [...]

"L'autre syndrome, plus classique celui-là, qui a joué dans l'affaire est le syndrome Fachoda" reprend Pierre-Marie Decoudras. Les pays de cette région, Rwanda, Burundi, Centrafrique et Zaïre sont en effet situés aux confins de la zone d'influence anglo-saxonne. L'un de ses fers de lance étant l'Ouganda, dont le soutien traditionnellement accordé à la rébellion FPR est lui aussi indéniable. Or, au moment où le Zaïre est miné de l'intérieur et où la situation politique à Bangui (point d'appui des opérations militaires en Afrique) ne paraît pas des plus stables, il est important pour la France de sauver ce qui peut l'être au Rwanda, et par ricochet au Burundi voisin, également sur le fil du rasoir en permanence. Tout cela, de surcroît, se ferait vraisemblablement sans trop de mal, en définitive. "Souvenez-vous du petit nombre de soldats français qui avait suffi à stopper le FPR dans son offensive sur Kigali il y a un an et demi, dit Decoudras. Les cartes n'ont guère changé, et j'estime que le FPR et les Français devront fatalement passer un compromis. Au total, c'est bien d'une opération militaro-humanitaire couronnée de succès qu'il devrait s'agir". Bref, une affaire pas si mauvaise. Et qui permettrait à la France, qui s'est surtout illustrée ces temps derniers par la dévaluation du CFA, de rebondir en Afrique en grand frère ».

[Un bel étalage de la microcéphalie géopolitique régnante, fondée sur un parfait mépris néocolonial. On comprend comment la France, en Afrique, vole de succès en succès, guidée par des services secrets toujours aussi clairvoyants. Nouveau symptôme de cette médecine de Diafoirus : l'opération militaro-humanitaire. Nul doute que cela va redorer le blason de la France].

Libération, 22/06/1994. **Les raisons d'un revirement français** (Jacques AMALRIC) : « [...] Le temps écoulé, fait-on remarquer dans l'entourage d'Alain Juppé, a permis à la France de "soldier son passif" au Rwanda, autrement dit de faire un peu oublier ses responsabilités dans le soutien apporté au régime du président assassiné [...]. Le moment, ajoute-t-on, était venu de prouver que la France a encore une politique africaine [...]. »

[On se passerait bien de cette démonstration, quand on voit la façon dont chacun s'emploie à enterrer le génocide rwandais, ses causes et ses enseignements].

Le Figaro, 22/06/1994. (Patrick de SAINT-EXUPÉRY) : « "Les militaires, reconnaît-on, ont fait du Rwanda une cause personnelle". [...] Les soldats français, à force de fréquenter l'armée rwandaise et de l'instruire ont fini par nouer des relations de camaraderie. Plus grave : la diplomatie française, renseignée en grande partie par les militaires, s'incline et répercute sans la moindre réserve leur discours. »

LIRE

L'aide publique au développement, Anne-Sophie BOISGALLAIS et François-Xavier VERSCHAVE, Syros, 1994, 156 p.

Un guide concis pour le citoyen désireux de savoir ce qu'on fait en son nom, et qui ne se résigne pas au pire. Car le démontage de l'incroyable usine à gaz de l'APD française révèle trop souvent des formes d'aide secrète au contre-développement. Les logiques et les lobbies qui orientent un bric-à-brac de dépenses se soucient comme d'une guigne de la lutte contre la pauvreté. Le système est d'ailleurs dirigé par deux points aveugles, l'Élysée et le Trésor, dont l'excès de puissance écrase la profondeur de vision, et qu'il voue au soliloque. L'ouvrage s'achève par une série de propositions pour une coopération plus digne de son objet. Leur réalisation est totalement dépendante du sursaut, en France, d'une démocratie bien malmenée.